

ARRÊTÉ

LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2 modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 et la loi du 27 août 1941 et par le décret du 18 avril 1961,

La commission supérieure des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les parties suivantes de l'Hôpital Maritime de ROCHEFORT-sur-MER (Charente-Maritime) :

- façades et toitures de tous les bâtiments anciens y compris l'entrée et les pavillons attenants ;
- à l'intérieur : le vestibule d'entrée avec ses escaliers et la chapelle centrale en rotonde avec la galerie qui la surmonte.

Le tout figurant au cadastre sous les N° 1121-1122-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1137-1138-1142-1143-1144-1148-1149 - Section E et appartenant à l'Etat par la Marine Nationale.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

ARTICLE 3

Il sera notifié au préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la ^{ville} commune de ROCHEFORT-sur-MER ainsi qu'à M. le Ministre des Armées (Marine)

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 14 SEPT 1965
Pour le Ministre et par délégation
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Directeur de l'Architecture

Max Querrien
Max QUERRIEN